

Le programme de la Communauté Européenne

« Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement »

Présentation

La Commission européenne a engagé depuis longtemps des stratégies et des actions de développement visant l'échelle locale et territoriale, et s'appuyant sur les acteurs non étatiques (ANE) de type Organisations non gouvernementales, sur d'autres organisations de la société civile, ainsi que sur les autorités locales décentralisées (AL).

Les autorités locales sont aujourd'hui considérées comme des acteurs majeurs des processus de développement. Notamment, elles peuvent contribuer sensiblement à optimiser l'efficacité de l'aide, car elles possèdent une expérience directe du développement territorial et de la décentralisation.

Le programme thématique de la Commission européenne « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement », a été lancé en 2007 avec pour objectif général de réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable, notamment en poursuivant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et d'autres objectifs globaux.

Il vient renforcer le partenariat entre structures de développement local et propose une approche de type institutionnel basée sur la coordination entre acteurs, la mise en réseau et le partage d'expérience pour le renforcement de capacité au bénéfice d'un développement local plus équitable. Ce programme répond ainsi à la formule issue du Sommet de Rio en 1992 : « penser global, agir local ».

Objectifs ou composantes :

1. Interventions dans les pays partenaires : elles recouvrent deux types d'interventions, celles qui concernent les actions dans un pays partenaire et celles qui visent des interventions multi-pays (des actions dans deux pays partenaires ou plus).
2. Sensibilisation et éducation au développement dans l'UE et les pays en voie d'adhésion.
3. Coordination et communication entre les réseaux de la société civile et des autorités locales, au sein de leurs organisations et entre les différents types d'acteurs participant au débat public européen et mondial sur le développement.

L'objectif n°1 est celui relatif à l'aide au développement qui mobilise 83% de l'enveloppe financière disponible sur la période 2011-2013. Il concerne les interventions dans les pays et régions en développement qui :

- renforcent le développement, les processus participatifs et l'inclusion de tous les acteurs, notamment les groupes vulnérables et marginalisés ;
- appuient les processus de développement des capacités des acteurs concernés au niveau national, régional ou local ;
- encouragent les processus de compréhension mutuelle, facilitent la participation active des citoyens aux processus de développement et renforcent leur capacité d'action.

Lien avec la LCD

Ce programme ne vise pas directement la lutte contre la désertification. Cependant, s'inscrivant dans le cadre d'un développement durable, il est cohérent avec les objectifs internationaux de lutte contre la désertification, notamment par :

- la mise en œuvre de projets de développement au niveau local qui visent à lutter contre la pauvreté ;
- l'objectif d'assurer l'éducation, de promouvoir la coopération des autorités locales et des structures non étatiques et de renforcer leur capacités.

Il cible ainsi la dimension institutionnelle et socio-économique de la lutte contre la désertification et peut bénéficier à des structures intervenant dans le domaine de la LCD.

Gouvernance

Le programme est mis en œuvre au travers de programmes d'action annuels qui s'inscrivent dans le document général de stratégie. L'enveloppe indicative globale allouée pour 2009-2010 s'est élevée à plus de 27 millions d'euros. L'attribution de la totalité du montant est sous réserve de l'approbation du programme d'action annuel 2010 « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » paru dans le premier semestre de 2010.

Les activités mises en œuvre dans chaque pays en développement ciblé sont généralement gérées par les délégations de l'UE concernées. Une enveloppe annuelle est attribuée à chaque pays pour les autorités locales d'une part et pour les acteurs non étatiques d'autre part. Les interventions multi-pays sont gérées par EuropAid.

Modalités d'accès à ces financements

La Commission européenne octroie des subventions pour cofinancer des activités à l'intérieur de ce programme. Ces subventions consistent en une contribution financière directe, par voie de donation, à partir du budget de l'UE, afin de soutenir une action visant à atteindre un des trois objectifs spécifiés.

Les subventions sont sélectionnées par le biais d'appels à propositions, terme qui fait référence au mécanisme à travers lequel un processus de sélection est lancé afin de choisir des projets sur une base compétitive (non discriminatoire). Le texte de l'appel à propositions fournit une description complète, claire et précise des attendus et spécifie les critères d'éligibilité, de sélection et d'octroi.

Références

http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci/non_state_actors_fr.htm.

http://ec.europa.eu/europeaid/work/procedures/implementation/practical_guide/document/s/2010_prag_fr.pdf. Pour voir le fichier Guide

http://www.plateforme-ane.sn/IMG/pdf/Lignes_directrices-2.pdf. Pour voir les actions dans les pays partenaires.

<http://ec.europa.eu/europeaid/etraining/civil-society/fr/index.html> (e-learning).